



Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft
Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
Ufficio federale dell'ambiente, delle foreste e del paesaggio
Uffizi federal d'Ambient, Gaud e Cuntrada

FS/8.07.5.2.2/452
Berne, le 22 novembre 1990

RAPPORT DE LA DÉLÉGATION SUISSE

Deuxième Conférence mondiale sur le climat
Genève, 29 octobre - 7 novembre 1990

INTRODUCTION

La deuxième Conférence mondiale sur le climat s'est déroulée à Genève du 29 octobre au 7 novembre 1990 sous les auspices conjointes de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et de sa Commission océanographique intergouvernementale (COI), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Conseil international des unions scientifiques (CIUS).

SESSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

La Conférence a débuté par une partie scientifique et technique de six jours, à laquelle ont participé environ 700 experts venus d'une centaine de pays. Ces experts ont examiné les résultats des travaux entrepris dans le cadre du Programme climatologique mondial, créé voici 10 ans, ainsi que le premier rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC), remis en septembre dernier.

La déclaration [ANNEXE I] adoptée à l'issue des délibérations confirme les conclusions scientifiques de l'IPCC et les valeurs estimées par ce dernier concernant le réchauffement global prévu au cours du siècle prochain. Elle appelle à une action immédiate des pays en vue de "réduire les sources de gaz à effet de serre et à accroître les puits d'absorption de ces gaz", et note qu'il existe "diverses solutions rentables et techniquement praticables" qui permettraient à bon nombre de pays industrialisés de "stabiliser les émissions de CO₂ imputables au secteur de l'énergie et les réduire d'au moins 20% d'ici à 2005". Elle appelle également à un renforcement des programmes nationaux et internationaux de recherche et d'observation du système climatique, et à la négociation sans délai d'une convention mondiale sur le climat et d'instruments juridiques y afférents, en vue de leur adoption lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui aura lieu à Rio de Janeiro, Brésil, en juin 1992. Enfin, la déclaration consacre un chapitre important aux besoins propres aux pays en développement, qui sont invités à participer pleinement aux activités scientifiques et techniques internationales et doivent "sauter toutes les étapes de l'industrialisation franchies par les pays développés". Ceci nécessitera un transfert de compétences scientifiques et techniques, de technologie et de ressources financières.

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Une session ministérielle de deux jours (6-7 novembre), à laquelle ont participé près de 140 pays et une cinquantaine d'organisations internationales et non-gouvernementales, s'est déroulée ensuite sous la présidence du Conseiller fédéral Flavio Cotti. Plusieurs Chefs d'Etat et de gouvernement, à savoir M. Arnold Koller, le roi Hussein de Jordanie, Mme Margaret Thatcher, M. Michel Rocard, et les Premiers ministres de Malte et Tuvalu, ont participé à la cérémonie d'ouverture de la conférence ministérielle. Le texte de l'allocution de M. Koller se trouve en annexe [ANNEXE II].

La Conférence a été précédée d'une réunion préparatoire (2-4 novembre) [ANNEXE III] consacrée à l'élaboration de la Déclaration ministérielle de la Conférence, sur la base du projet de Déclaration qui avait été soumis aux gouvernements à la suite d'une réunion de préparation tenue les 27-29 septembre dernier.

DÉLÉGATION SUISSE

- M. le Conseiller fédéral Flavio Cotti, Chef du DFI, chef de délégation
- M. le Prof. Bruno Böhlen, Directeur de l'OFEFP, DFI, suppléant du chef de délégation
- M. Fritz Staehelin, Ambassadeur, Directeur de la DDA, DFAE
- M. Bernard De Riedmatten, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès des organisations internationales à Genève
- M. Alain Clerc, chargé de mission du Conseil fédéral
- M. Wilhelm Schmid, expert, actuellement ministre à l'Ambassade de Suisse à Rome
- M. Hans Rudolf Lüthi, conseiller scientifique, DFTCE/OFEN
- M. Thomas Litscher, suppléant de chef de section, DFAE/DOI
- Mme Pascale Morand Francis, collaboratrice scientifique, DFI/OFEFP
- M. Christian Pauletto, collaborateur scientifique, DFEP/OFAEE
- M. Jean-Jacques Henchoz, collaborateur scientifique, DFEP/OFAEE

observateurs:

- Mme Anne Bichsel, Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas
- M. M. Brüstlein, Alusuisse-Lonza
- Mme Ursula Morgenthaler, WWF-Schweiz

DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

La Déclaration ministérielle [ANNEXE IV] adoptée à l'issue de la conférence définit les grandes lignes d'une stratégie globale visant à prévenir l'évolution du climat basée sur "les meilleures connaissances disponibles". Cette stratégie globale "doit obéir au principe de l'équité et à celui d'une responsabilité partagée par tous les pays bien qu'à des degrés divers". Les pays industrialisés doivent prendre les devants et s'engager à réduire leurs contributions respectives aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. D'autre part, ils doivent coopérer davantage avec les pays en développement pour les aider à faire face à l'évolution du climat et à prendre des mesures appropriées. A cette fin,

il conviendra de "leur fournir des ressources financières additionnelles" et d'assurer le "transfert rapide, sur une base équitable et aux conditions les plus favorables" de technologies respectueuses de l'environnement.

Enfin, selon le principe de prudence ("precautionary principle"), "il faut, dans le cadre des mesures de prévention [...], prévoir et prévenir les causes de la dégradation de l'environnement qui peut résulter de l'évolution du climat, s'attaquer à [ces] causes ou les réduire au minimum et en atténuer les effets néfastes".

Les Etats-Unis et l'Union Soviétique (gros émetteurs de CO₂), avec l'aide des pays producteurs de pétrole, Arabie Séoudite en tête, ont réussi à obtenir un affaiblissement considérable du projet de Déclaration initial. La délégation des Etats-Unis a plaidé pour que les incertitudes scientifiques et économiques soient réduites et, bien que reconnaissant la nécessité de "limiter notre influence sur le changement climatique", ne sont "pas prêts à prendre des engagements sur des pourcentages de réduction qui ne pourront être garantis". D'autre part, les pays en développement se sont fortement opposés à toute référence à la nécessité de maîtriser la croissance démographique, et les pays à forêt tropicale ont insisté sur la souveraineté des Etats (à tel point qu'il a fallu citer dans la Déclaration (paragraphe 25) le Principe 21 de la Déclaration de Stockholm de 1972).

En ce qui concerne la stabilisation et la réduction des émissions de gaz carbonique, la conférence n'est donc pas parvenue à un consensus des pays industrialisés. La Déclaration se limite à insister sur "la nécessité, à titre de première mesure, de stabiliser les émissions de gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal" et se félicite des engagements et décisions pris par "la Communauté européenne et ses Etats membres, ainsi que l'Australie, l'Autriche, le Canada, la Finlande, l'Islande, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Suisse" de faire le nécessaire pour stabiliser, d'ici à l'an 2000, leurs émissions de CO₂, ou leurs émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal.

Cet absence de consensus de la part des pays industrialisés a eu pour conséquence un affaiblissement de la partie de la Déclaration consacrée au problème des forêts (paragraphe 24 et 25), les pays à forêt tropicale ayant invoqué l'argument de la réciprocité.

Les ministres de l'environnement conduisant les délégations ont exprimé, dans l'ensemble, leur accord sur l'urgence du nouveau problème posé à l'humanité entière par le réchauffement rapide de la planète, sur le fait que les pays industrialisés, responsables des trois quarts des émissions de gaz carbonique, doivent prendre les devants et sur la nécessité de coopérer avec les pays en développement, qui souffriront le plus des bouleversements climatiques. Les solutions proposées par les pays industrialisés pour stabiliser ou réduire leurs émissions comprennent notamment des mesures d'économie d'énergie et d'amélioration de son efficacité, ainsi que des taxes d'incitation (aussi nommées taxes de dissuasion) sur les combustibles fossiles.

POSITION DE LA SUISSE

La délégation suisse, menée par le Conseiller fédéral Flavio Cotti, a estimé "nettement insuffisante" la Déclaration ministérielle, qui ne correspond pas "à l'objectif indispensable qui eut été de stabiliser puis de réduire les émissions de gaz carbonique dans tous les pays industrialisés". Elle s'est cependant montrée satisfaite qu'un accord ait pu être réalisé sur l'additionnalité des ressources financières et le transfert de technologie. Elle a indiqué en outre qu'à ses yeux, "les paragraphes relatifs à la négociation d'une convention et d'instruments légaux annexes" reflètent "une volonté réelle d'engager" des pourparlers concernant "la nécessité de négocier, parallèlement et simultanément à la convention, des protocoles contraignants sur la réduction des émissions de gaz carbonique, la gestion durable des forêts et surtout les aspects spécifiques des pays en développement" [ANNEXE V].

La délégation suisse a en outre fait part de l'intention du gouvernement suisse de mettre en oeuvre un programme vigoureux d'économies d'énergie et d'utilisation efficace de celle-ci, ainsi que l'introduction d'une taxe d'incitation sur les combustibles et carburants fossiles. Ces mesures devraient permettre à notre pays de réduire, dans un premier temps, ses émissions de CO₂ de 2.5% d'ici à l'an 2000. Elle a indiqué qu'un plan de mesures serait établi en 1991 en vue d'une réduction plus substantielle de ces émissions après l'an 2000.

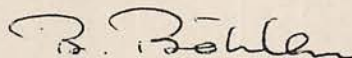
CONCLUSIONS

Si le succès de la conférence est mitigé au niveau du texte de la Déclaration ministérielle, il est tout de même majeur au niveau des engagements concrets que la majorité des pays industrialisés ont annoncés à la veille de la conférence, et qui concernent la stabilisation, et même la réduction pour certains (Australie, Nouvelle-Zélande), des émissions de CO₂ d'ici à l'année 2000 ou 2005. De plus, tous ces pays considèrent cet engagement comme une première étape, et oeuvrent tous en vue d'une réduction ultérieure de ces émissions.

D'autre part, un développement intéressant a été l'émergence d'une position ferme des petits pays insulaires, qui ont fait part à l'unisson de leur vive inquiétude face au danger que représente l'élévation du niveau des mers pour la survie de leurs populations et cultures et qui ont estimé que la Déclaration ne tenait pas suffisamment compte de leur situation.

Cependant, les débats ardues et intenses qui ont eu lieu lors de la préparation du texte de la Déclaration ministérielle, et dont on avait pu avoir un avant-goût lors des délibérations de l'IPCC, présagent de négociations difficiles lors de la préparation d'une convention sur le climat. Ces négociations devraient débuter le 4 février prochain à Washington DC, et aboutir à l'adoption de la convention lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui aura lieu à Rio de Janeiro en juin 1992.

OFFICE FÉDÉRAL DE L'ENVIRONNEMENT,
DES FORÊTS ET DU PAYSAGE
le Directeur



Bruno Böhlen

Annexes:

- I Déclaration issue de la partie scientifique et technique
- II Texte de l'allocution d'ouverture du Président de la Confédération,
Arnold Koller
- III Déclaration ministérielle
- IV Rapport de la réunion préparatoire
- V Déclaration de la délégation suisse
- VI Liste des participants

DEUXIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LE CLIMAT
SEANCES SCIENTIFIQUES
ET TECHNIQUES

S&T/SHCC/N° 13

DEUXIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LE CLIMAT

PARTIE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
DECLARATION

AVANT-PROPOS

1. La deuxième Conférence mondiale sur le climat s'est déroulée à Genève (Suisse), du 29 octobre au 7 novembre 1990, sous les auspices conjointes de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et de sa Commission océanographique intergouvernementale (COI), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Conseil international des unions scientifiques (CIUS). La présente déclaration a été adoptée à l'issue de la partie scientifique et technique de la Conférence (29 octobre - 3 novembre 1990). Elle a été rédigée sur la base des communications présentées à cette occasion, des délibérations des groupes d'étude qui se sont constitués durant la réunion, ainsi que des débats en séance plénière. Plus de 700 personnes, venues d'au moins une centaine de pays, ont assisté aux séances scientifiques et techniques.

2. Les participants ont examiné les résultats des travaux entrepris au titre du Programme climatologique mondial (PCM), créé voici 10 ans, étudié le premier rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental pour l'étude du changement climatique (IPCC, août 1990) et fait le point des progrès accomplis dans l'élaboration et l'exécution de divers programmes mondiaux relevant du Programme international concernant la géosphère et la biosphère (IGPB). Ils ont notamment évoqué l'avenir du PCM du point de vue de son rôle, de sa structure et des questions prioritaires à étudier.

EXPOSE SUCCINCT

1. Les problèmes liés au climat débordent largement le champ d'application des sciences de l'atmosphère et des océans. Ils touchent en fait tous les aspects de la vie sur la Terre et jouent un rôle toujours plus décisif dans la santé de l'environnement et de l'économie. Les variations climatiques ont de profondes répercussions sur les systèmes naturels et aménagés, sur les économies nationales et sur la qualité de la vie dans le monde entier. Les scientifiques sont aujourd'hui d'accord sur les valeurs estimatives du réchauffement global qui devrait se produire au cours du vingt et unième siècle (voir le paragraphe B). Faute de ralentir l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, nous connaissons des changements climatiques qui soumettront les systèmes naturels et sociaux à une épreuve telle qu'il n'en avait pas connue en dix mille ans.

7. On peut s'attendre à ce que ces émissions modifient l'atmosphère et le climat de la planète selon une fourchette sur laquelle s'accordent les scientifiques. Cette fourchette est large, mais il serait prudent de prendre, à titre préventif, toutes les mesures qui permettront de faire face au risque de changements climatiques non souhaités. Si l'on veut, d'ici le milieu du vingt et unième siècle, stabiliser les concentrations de dioxyde de carbone à des valeurs supérieures d'environ 50% aux concentrations pré-industrielles, il faudra opérer, à compter d'aujourd'hui et pendant toute la période considérée, une réduction annuelle de 1 à 2% des émissions nettes de CO₂. Les trois autres hypothèses envisagées par le Groupe d'experts intergouvernemental pour l'étude du changement climatique (IPCC) pour les émissions de CO₂ ne permettraient pas de stabiliser les concentrations de ce gaz dans l'atmosphère au cours du siècle prochain. Pour ce qui est du méthane, une réduction de 15 à 20% des émissions serait nécessaire pour stabiliser les concentrations.

8. Les participants à la Conférence sont arrivés à la conclusion qu'il existait diverses solutions rentables et techniquement praticables, pour réduire les émissions de CO₂ dans tous les pays. En les appliquant, bon nombre de pays industrialisés pourraient stabiliser les émissions de CO₂ imputables au secteur de l'énergie et les réduire d'au moins 20% d'ici 2005. Au nombre des mesures préconisées figurent l'augmentation du rendement énergétique et l'emploi de carburants et d'autres sources d'énergie de substitution. A mesure que d'autres solutions rentables seront définies et appliquées, des réductions encore plus importantes pourront être réalisées au cours des prochaines décennies. Par ailleurs, un renversement de la tendance actuelle à la diminution des surfaces boisées permettrait d'accroître les réservoirs naturels de carbone. Chaque pays doit étudier d'urgence les coûts et les avantages économiques et sociaux de mesures de ce type et il conviendra d'entreprendre à ce sujet une évaluation coordonnée internationalement par le biais de l'IPCC.

9. Il est essentiel que les pays prennent dès maintenant des mesures visant à limiter les risques inhérents à l'évolution du climat, en privilégiant dans un premier temps celles qui présentent des avantages économiques et sociaux indépendamment de l'évolution du climat. Parallèlement, les pays devraient commencer dès aujourd'hui à négocier l'adoption d'une convention mondiale sur le climat et d'instruments juridiques y afférents, le but visé étant que cette convention puisse être signée dès 1992.

B. Utilisation de l'information climatologique au service d'un développement économique et social durable

Données, analyses et prévisions climatologiques peuvent contribuer de façon non négligeable à accroître, sans aggraver l'environnement, l'efficacité et la sécurité des activités économiques et des activités de développement. Cette contribution est particulièrement appréciable dans les domaines suivants : production alimentaire, production de bois, gestion des ressources en eau, transports, planification et production d'énergie (y compris l'évaluation des ressources potentielles qu'offrent la biomasse et les énergies hydraulique, solaire et éolienne), urbanisme, santé de l'homme, sécurité, lutte contre la sécheresse et la détérioration des sols, tourisme, etc. Il faut, non seulement acquérir des données sur le système climatique

mais aussi savoir les utiliser avec profit. Les activités d'acquisition, de collecte, de gestion et d'analyse des données devront donc bénéficier d'un appui accru dans tous les pays et une assistance devra être fournie à cette fin aux pays en développement dans le cadre de programmes internationaux de coopération. Le transfert des techniques d'application de l'information climatologique devrait être accéléré par divers moyens, notamment par le biais d'une plus large utilisation des logiciels exploitables sur des ordinateurs personnels courants (CLICOM, par exemple). Il faudrait aussi poursuivre activement l'élaboration de méthodes de prévision des variations du climat à court terme et de leurs conséquences pour l'environnement et la société. Il en résultera sans nul doute d'énormes avantages économiques et sociaux, notamment pour faire face aux périodes de sécheresse et de pluie prolongées, ou aux vagues de chaleur et de froid. Pour parvenir à établir des prévisions de ce type, il faudra améliorer considérablement l'observation du système océan-atmosphère-biosphère. Il est essentiel de donner aux pays en développement les moyens de participer davantage aux activités déployées dans ce domaine, notamment en renforçant l'enseignement et la formation professionnelle.

C. Renforcement des programmes de recherche et d'observation - Domaines prioritaires

1. Ainsi qu'il ressort du rapport du Groupe de travail I de l'IPCC, les scientifiques s'accordent à penser que l'augmentation des émissions et des concentrations de gaz à effet de serre entraîneront des changements climatiques, mais de nombreuses incertitudes demeurent quant à la nature exacte de cette évolution, à son ampleur et à ses conséquences. Les prévisions pertinentes d'échelle régionale, par exemple, sont beaucoup moins fiables que celles qui intéressent l'ensemble de la planète. Ce n'est qu'en poursuivant les recherches dans les domaines prioritaires ci-après que l'on pourra réduire ces incertitudes :

Nébulosité et cycle hydrologique
Gaz à effet de serre, cycle biochimique global et cycle global du carbone
Océans : aspects physiques, chimiques et biologiques et échange avec l'atmosphère
Etudes paléoclimatiques
Calottes glaciaires polaires et glaces de mer
Ecosystèmes terrestres.

2. L'étude de ces questions prioritaires est prévue dans divers programmes nationaux, ainsi qu'au titre du Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC) et du Programme international concernant la géosphère et la biosphère (IGPB). Si l'on veut progresser au rythme qu'exige la situation, il faut que les pays renforcent leur appui à ces programmes dont le financement devra être considérablement augmenté.

3. Les systèmes d'observation mis en place pour assurer la surveillance du système climatique sont insuffisants, tant du point de vue de la recherche que des applications pratiques. La situation se dégrade, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. L'insuffisance du système d'observation dans une bonne partie de l'hémisphère austral est particulièrement préoccupante.

PARTIE IIProblèmes spécifiques :1. Eau

1.1 Le cycle hydrologique et les systèmes de gestion des ressources en eau, et, par conséquent, l'infrastructure socio-économique, seront particulièrement touchés par les effets de l'évolution du climat. Une plus grande fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations et les sécheresses, accroîtrait le nombre et la gravité des catastrophes naturelles.

1.2 La conception de nombreux ouvrages coûteux pour stocker et acheminer l'eau contenue dans les grands réservoirs dans de petites installations de drainage se fonde sur l'analyse des relevés climatologiques et hydrologiques anciens. Certains de ces ouvrages sont conçus pour durer 50 à 100 ans ou même plus. Or il se peut que les conditions climatologiques et hydrologiques passées ne puissent plus constituer à l'avenir une référence valable. Aussi faut-il prendre en compte les effets potentiels de l'évolution du climat pour concevoir et gérer les futurs systèmes d'aménagement des ressources en eau comportant ou non des ouvrages.

1.3 Il convient de renforcer les systèmes de collecte de données et les activités de recherche afin de prévoir les effets de l'évolution du climat sur les ressources en eau, déceler les changements hydrologiques et améliorer la paramétrisation des phénomènes hydrologiques dans les modèles climatologiques mondiaux.

1.4 Il faudrait transférer aux pays en développement des zones semi-arides les techniques classiques ou de pointe qui leur permettraient d'utiliser plus efficacement l'eau destinée à l'irrigation.

2. Agriculture et alimentation

2.1 De grandes incertitudes subsistent en ce qui concerne la prévision de l'ampleur et de la nature des éventuelles incidences de l'évolution du climat et de l'accroissement de la concentration de CO₂ sur la sécurité alimentaire mondiale. Les effets sur la production alimentaire dans les pays en développement (qui représentent plus de la moitié de la population mondiale) pourraient être plus incertains que ne le révèlent les études récentes.

2.2 Il faut donc accorder la priorité aux activités de recherche concernant les effets directs de l'accroissement de la concentration de CO₂ sur la productivité des cultures alimentaires et textiles de même qu'aux activités de recherche sur les émissions de CO₂ causées par les activités agricoles pour déterminer dans quelle mesure l'agriculture est et pourrait être une source et un puits de gaz à effet de serre et pour mieux connaître les coûts et les éventuels avantages qui résulteraient d'une limitation de ces émissions.

2.3 Des mécanismes institutionnels nouveaux ou renforcés sont requis pour favoriser l'inventaire des ressources naturelles, les politiques de recherche et les services de vulgarisation de manière à accroître la productivité agricole et à réduire le plus possible les émissions. Ces mécanismes doivent prévoir des programmes de coopération entre la FAO et des organismes nationaux et internationaux, en mettant l'accent sur les activités pluridisciplinaires relatives à la sécurité alimentaire.

3. Océans, pêches et zones côtières

3.1 Les variations à court terme du climat de la planète sont déterminées par le système couplé océan-atmosphère. Les zones côtières, avec leur haute productivité biologique, notamment en ce qui concerne la pêche, sont particulièrement menacées. Aussi est-il indispensable, pour prévoir le climat, d'améliorer la base de données océanographiques. Il est recommandé de mettre au point un système mondial d'observation des océans et de gestion des données afin d'améliorer la prévision de l'évolution du climat. La recherche océanographique permettra de quantifier les effets de rétroaction dans le processus climatique. Il convient d'accorder aussi la priorité aux observations et à la recherche concernant le phénomène El Niño - oscillation australe, les zones de remontée d'eau et la production biologique de la haute mer.

3.2 Les zones côtières, où se concentre le gros des activités de pêche mondiales, seront particulièrement sensibles aux effets du réchauffement et de l'élévation du niveau de la mer. La prévision de l'ampleur des changements rendrait d'immenses services à la population toujours plus nombreuse qui se concentre dans les zones côtières. Il serait donc souhaitable d'établir un programme de recherche et de surveillance concernant les zones côtières pour déterminer les effets de l'évolution du climat sur les côtes et les écosystèmes côtiers, et pour évaluer la vulnérabilité des différents écosystèmes naturels et aménagés tels que les récifs coralliens, les mangroves et l'aquaculture côtière.

3.3 Quant aux mesures à prendre dans l'immédiat, il convient de mettre au point des stratégies et des politiques d'adaptation pour les zones côtières.

4. Energie

4.1 Pour stabiliser la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère en tenant compte de la croissance inévitable des émissions dans les pays en développement, les pays industrialisés doivent appliquer des politiques de réduction des émissions encore plus sévères que celles qui sont requises en moyenne pour la planète dans son ensemble. Toutefois, même lorsque l'on dispose d'une très grande marge de manoeuvre, tant sur le plan technique que sur le plan économique, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre imputables au secteur énergétique et même lorsque les mesures requises présentent de multiples avantages, une foule d'obstacles viennent ralentir, voire empêcher l'application de ces mesures. Ces obstacles existent à tous les niveaux : au niveau des consommateurs, des fabricants et des fournisseurs, des industries, des équipements collectifs et des gouvernements. Tous les secteurs de la société - consommateurs, industries, gouvernements et organisations non gouvernementales - devront contribuer à surmonter les obstacles qui s'opposent à l'adoption de solutions permettant de satisfaire au moindre coût les besoins énergétiques.

1.2 Le Programme mondial des données climatologiques, rebaptisé Programme mondial de surveillance du système climatique, devrait être redéfini pour tenir compte des nouveaux objectifs.

1.3 La nouvelle version du PCM (PCM-2) devrait comprendre des éléments relatifs à l'adaptation et à l'atténuation ainsi qu'à l'éducation.

1.4 Ces gouvernements devraient mettre en place des comités nationaux pour le PCM afin de favoriser les activités nationales et de coordonner les efforts. Les organismes des Nations Unies et le CIUS devraient veiller à assurer des contacts et des échanges d'informations réguliers avec les comités nationaux.

1.5 L'OMM, les autres organismes concernés des Nations Unies et le CIUS devraient appuyer activement le mécanisme mis en place pour assurer la coordination générale du PCM, notamment par le biais de réunions des présidents des organes directeurs établis pour les diverses composantes du programme. Les chefs de Secrétariat devraient, lors de leurs réunions annuelles, examiner les recommandations formulées dans le cadre du mécanisme de coordination.

1.6 Il faudra aussi restructurer et renforcer le PCM en fonction des nouvelles activités prévues, la création du SMOC, par exemple. Les participants à la Conférence ont recommandé qu'un projet de restructuration du PCM soit soumis au Onzième Congrès météorologique mondial, en 1991, ainsi qu'aux autres organisations concernées.

2. Besoins propres aux pays en développement

2.1 Ainsi qu'il est dit dans le rapport de l'IPCC, pays industrialisés et pays en développement ont un rôle commun à jouer, mais à des échelles différentes, face au problème posé par l'évolution du climat. Ce problème résulte en grande partie des structures qui ont jadis déterminé la croissance économique des pays industrialisés. Toutefois, le rythme du changement climatique pourrait à l'avenir être fortement tributaire de la nécessaire croissance économique des pays en développement.

2.2 Les pays en développement sont invités à participer à la lutte contre la dégradation de l'environnement amorcée lors du précédent processus d'industrialisation. S'ils veulent éviter la voie dangereuse empruntée jadis par les pays industrialisés, ils leur faut adopter dès le départ des techniques modernes, notamment en ce qui concerne le rendement énergétique. Il leur faut également participer pleinement aux activités scientifiques et techniques qui devront être conduites à l'échelle mondiale. De toute évidence, les pays en développement doivent sauter toutes les étapes de l'industrialisation franchies naguère par les pays aujourd'hui développés et passer directement du stade du sous-développement au stade qui est celui des pays industrialisés les plus évolués et qui correspond à l'emploi de technologies modernes, efficaces, rentables et inoffensives pour l'environnement.

2.3 Si les pays en développement ont fourni des données et participé jusqu'à un certain point aux réunions et aux activités de recherche, ils n'ont guère tiré profit des analyses qui ont pu être effectuées à partir de leurs contributions, et encore moins des applications de celles-ci.

2.4 Aussi est-il nécessaire de compléter l'action engagée par ces pays en leur transmettant de façon régulière et massive les compétences scientifiques et techniques requises pour le développement de leurs ressources intellectuelles et de leurs moyens techniques et institutionnels.

2.5 Il faut aider les pays en développement à se donner les moyens :

- d'acquérir, d'évaluer et d'appliquer l'information climatologique;
- de dresser l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre et d'établir des prévisions relatives aux émissions futures;
- de déterminer les incidences d'un possible réchauffement du climat de la planète;
- d'évaluer le coût des stratégies d'adaptation et de l'atténuation des problèmes posés par l'évolution du climat, et de définir des priorités en la matière;

o Les mécanismes régissant la mise au point et le transfert de technologie, la fourniture d'une assistance technique aux pays en développement et la coopération avec ces derniers devraient tenir compte notamment de la nécessité de garantir à ces pays un accès prioritaire aux technologies modernes, des droits de propriété intellectuelle y afférents, du caractère écologique des techniques transférées et de leurs incidences financières.

o Vu le rôle important du secteur industriel dans la conception et le transfert des sciences et techniques, il faudrait encourager ses représentants à promouvoir la mise au point et le transfert de techniques respectueuses de l'environnement et prendre des mesures à cet effet.

o Des ressources financières additionnelles devront être mises à la disposition des pays en développement pour les activités qui, tout en favorisant le développement économique, permettent de limiter les émissions de gaz à effet de serre et/ou de s'adapter aux effets défavorables de l'évolution du climat. Parmi les domaines dans lesquels il serait possible d'établir une coopération et d'apporter une assistance, on peut citer le rendement énergétique, la planification de l'occupation des sols, l'exploitation forestière, la protection des sols et des ressources en eau, le renforcement des systèmes d'observation et des moyens scientifiques et techniques.

3. Coopération internationale dans le domaine de la recherche

3.1 Les projets de recherche actuels et prévus au titre du PMRC et de l'IGBP portent sur les questions prioritaires liées à la connaissance et à la prévision de la variabilité et de l'évolution du climat, auxquelles on a donné la priorité absolue.

3.2 Il faudra appliquer strictement et intégralement ces programmes qui doivent bénéficier d'un financement, suffisant notamment pour les activités de longue haleine.

SECOND WORLD CLIMATE CONFERENCE
SCIENTIFIC & TECHNICAL
PORTION

S&T/SWCC/No.: 13

SECOND WORLD CLIMATE CONFERENCE

CONFERENCE STATEMENT
SCIENTIFIC/TECHNICAL SESSIONS

FOREWORD

1. The Second World Climate Conference was convened in Geneva, Switzerland, from 29 October through 7 November, 1990, under the sponsorship of the World Meteorological Organization; the United Nations Environment Programme; the United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization and its Intergovernmental Oceanographic Commission; the Food and Agriculture Organization; and the International Council of Scientific Unions. This Statement was adopted by the participants in the scientific and technical sessions from 29 October to 3 November 1990, on the basis of the presentations at the Conference, the deliberations of task groups of participants organized to address various problem areas, and plenary discussions involving all participants. The scientific and technical sessions involved more than 700 participants from over 100 countries.

2. The Conference discussed the results of the first decade of work under the World Climate Programme (WCP), the First Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (August, 1990) and the development of the International Geosphere-Biosphere Programme (IGBP) and other relevant global programmes. In particular, the Conference considered the role, priorities, and programme structure for the future development of the World Climate Programme.

SUMMARY STATEMENT

1. Climate issues reach far beyond atmospheric and oceanic sciences, affecting every aspect of life on this planet. The issues are increasingly pivotal in determining future environmental and economic well-being. Variations of climate have profound effects on natural and managed systems, the economies of nations and the well-being of people everywhere. A clear scientific consensus has emerged on estimates of the range of global warming which can be expected during the 21st century (paragraph B). If the increase of greenhouse gas concentrations is not limited, the predicted climate change would place stresses on natural and social systems unprecedented in the past 10,000 years.

9. Countries are urged to take immediate actions to control the risks of climate change with initial emphasis on actions that would be economically and socially beneficial for other reasons as well. Nations should launch negotiations on a climate change convention and related legal instruments, without delay and with the aim of signing such a convention in 1992.

B. Use of Climate Information in Assisting Sustainable Social and Economic Development

Climate data, analyses, and eventually climate predictions can contribute substantially to enhancing the efficiency and security of economic and developmental activities in environmentally sustainable ways. These benefits are particularly important in food and wood production, water management, transportation, energy planning and production (including assessment of potential resources of biomass, hydropower, solar and wind energy), urban planning and design, human health and safety, combatting of drought and land degradation, and tourism. This requires both data on the climate system, and its effective application. Data acquisition, collection, management and analysis must be more vigorously supported in all countries and special assistance provided to developing countries through international cooperation. Transfer of techniques for applying climate information should be accelerated through more widespread use of software (e.g. CLICOM) for readily available personal computers and other means. Further development of methods for predicting short-term variations in climate and the environmental and social impacts should be vigorously pursued. These advances would provide enormous economic and other welfare benefits in coping with droughts, prolonged rain, and periods of severe hot and cold weather. Such predictions will require major steps forward in ocean-atmosphere-biosphere observing systems. Much greater efforts are needed to increase involvement in these fields by developing countries, especially through increased education and training.

C. Priorities for Enhanced Research and Observational Systems

1. A consensus exists among scientists as summarized in the Report of Working Group I of the IPCC that climate change will occur due to increasing greenhouse gases. However, there is substantial scientific uncertainty in the details of projections of future climate change. Projections of future regional climate and climate impacts are much less certain than those on a global scale. These uncertainties can only be narrowed through research addressing the following priority areas:

- clouds and the hydrological cycle
- greenhouse gases and the global carbon and biogeochemical cycles
- oceans: physical, chemical and biological aspects; and exchanges with the atmosphere
- paleo-climatic studies
- polar ice sheets and sea ice
- terrestrial ecosystems.

2. These subjects are being addressed by national programmes, the World Climate Research Programme and the International Geosphere-Biosphere Programme. Increased national support and substantially increased funding of these programmes is required if progress on the necessary time scale is to be made in reducing these uncertainties.

3. Present observational systems for monitoring the climate system are inadequate for operational and research purposes. They are deteriorating in both industrialized and developing regions. Of special concern is the inadequacy of observation systems in large parts of the southern hemisphere.

4. High priority must be placed on providing high-quality, long-term data for climate-related studies. Data should be available at no more than the cost of reproduction and distribution. A full and open exchange of global and other data sets needed for climate-related studies is required.

5. There is an urgent need to create a Global Climate Observing System (GCOS) modelled on the World Weather Watch Global Observing System and the Integrated Global Ocean Service System and including both space-based and surface-based observing components. GCOS should also include the data communications and other infrastructure necessary to support operational climate forecasting.

6. GCOS should be designed to meet the needs for:

- (a) climate system monitoring, climate change detection and response monitoring, especially in terrestrial ecosystems
- (b) data for application to national economic development, and
- (c) research towards improved understanding, modelling and prediction of the climate system.

7. The main components of such a GCOS would be:

- (1) an improved World Weather Watch Programme;
- (2) the establishment of a global ocean observing system (GCOS) of physical, chemical and biological measurements;
- (3) the maintenance and enhancement of monitoring programmes of other key components of the climate system, such as the distribution of important atmospheric constituents (including the Global Atmosphere Watch), changes in terrestrial ecosystems, clouds and the hydrological cycle, the earth's radiation budget, ice sheets, and precipitation over the oceans.

8. The further development and implementation of the GCOS concept should be pursued with urgency by scientists, governments and international organizations. All countries must ensure a full and open exchange of the data sets needed for climate system research, process and impact studies, and modelling.

3. Oceans, Fisheries, and Coastal Zones

3.1 Shorter term variations in the earth's climate are determined by the coupled ocean - atmosphere system. Coastal zones and their associated high biological productivity, including fisheries, are especially affected. Thus, an improved data base of oceanic parameters is considered indispensable for operational climate forecasting. It is recommended that a global ocean observing and data management system be developed for improving predictions of climate change. Research on the ocean will provide quantification of the feedback loops in climate processes. Observation and research on the El Niño - Southern Oscillation phenomena, on upwelling areas and on biological productivity of the open sea are also important.

3.2 Coastal zones, which are the source of most of the global fish catch, are especially susceptible to effects of global warming and sea level rise. Predicting the impact of changes would be of enormous benefit to the increasing number of people living in coastal areas. Thus, it is also recommended that a programme of coastal zone research and monitoring be established to identify the effects of climate change on the coast and coastal ecosystems, and to assess the vulnerability of various natural and managed ecosystems such as coral reefs, mangroves and coastal aquaculture.

3.3 Action should be taken now to develop coastal zone adaptation strategies and policies.

4. Energy

4.1 In order to stabilize atmospheric concentrations of greenhouse gases while allowing for growth in emissions from developing countries, industrialized countries must implement reductions even greater than those required, on average, for the globe as a whole. However, even where very large technical and economic opportunities have been identified for reducing energy-related greenhouse gas emissions, and even where there are significant and multiple benefits associated with these measures, implementation is being slowed and sometimes prevented by a host of barriers. These barriers exist at all levels -- at the level of consumers, energy equipment manufacturers and suppliers, industries, utilities, and governments. Overcoming the barriers obstructing least-cost approaches to meeting energy demands will require responses from all parts of society -- individual consumers, industry, governments, and non-governmental organizations.

4.2 Developing countries also have an important role in limiting climate change. Maintaining development as a principal objective, energy and development paths can be chosen that have the additional benefit of reducing radiative forcing.

5. Land Use and Urban Planning

Population growth, increasing urbanization, and competing demands for finite areas of arable land will produce increasingly severe problems of food supply, energy production, and water resources. Climate changes may exacerbate these problems in some regions. Prudent planning will require baseline analyses of land use, quality and quantity of water resources, and the vulnerability of urbanized societies to environmental change. In particular, improved adaptation of urban areas to local climatic regimes needs to be achieved by more appropriate design of their layouts and building densities, and of building construction through modifications of building and planning regulations. Because conurbations make a major contribution to energy-related greenhouse gas emissions, the design and efficiency of all aspects of urban systems should be enhanced.

6. Health and Human Dimensions

6.1 The direct impact of climate change on people, their health and cultural heritage, could be severe. There is likely to be increased health inequity between peoples of developing and developed countries. Climatic change could result in creating environmental refugees with associated increases of ill-health, disease and death among them.

6.2 Global warming is likely to shift the range of favourable conditions for certain pests and diseases, causing additional stresses on people, particularly those of the semi-arid tropics. It must be appreciated however that serious problems may arise in all parts of the world.

6.3 Research into how human behaviour contributes to and responds to climate change must have increased emphasis. Public awareness and education programmes are particularly essential in this regard.

7. Environment and Development

7.1 Climate change, superimposed on population pressures, excessive consumption, and other stresses on the environment imperils the sustainability of socio-economic development throughout the world. In addition, slowing climate change will give countries more time to enhance their prospects for sustainable development. The developed countries need to reduce emissions and assist the developing countries to adopt new, clean technologies.

7.2 Climate change has such important implications for the sustainability of development that policy responses, including measures to reduce greenhouse gases, measures to reduce deforestation, and the commitment of financial and other resources, are justified for that reason alone. Economic policies, such as subsidies and trade restraints, can distort markets so they harm the environment and contribute to global warming and sea level rise. There is an imperative need for development policies that not only reduce global warming trends but also increase economic and social resilience.

- to prepare cost estimates and priorities for response strategies to adapt and mitigate problems posed by climate change;
- to participate in the World Climate Programme.
- o The mechanisms of the transfer of technology and provision of technical assistance and co-operation to developing countries should take into account considerations such as the need for preferential and assured access, intellectual property rights, the environmental soundness of such technology and the financial implications.
- o Taking note that industry plays a significant role in the development and transfer of science and technology, efforts by industry to promote further the development and transfer of environmentally sound technologies should be encouraged, and policies to encourage such efforts should be formulated.
- o Additional financial resources will have to be channelled to developing countries for those activities which contribute both to limiting greenhouse gas emissions and/or adapting to any adverse effects of climate change, and promoting economic development. Areas for co-operation and assistance could include the efficient use of energy, land use planning, forest management, soil and water conservations, strengthening of observational systems and scientific and technological capabilities.

3. Co-operation in international research

3.1 The existing and planned research projects of the WCRP and the IGBP address the highest priority scientific issues related to the understanding and prediction of climate variability and change.

3.2 These programmes should be implemented completely and rigorously. It is particularly important that adequate funding including long term funding be provided.

3.3 In view of the progress made in climate research, it is now timely to proceed to the detailed design of an operational global climate observing system, together with the data communications and other infrastructure needed to support operational climate forecasting. Governments should enter into early discussions aimed at international cooperation in operational climate forecasting and climate change research.

4. Co-ordinated International Activities

4.1 The Conference endorsed the three streams of international activity:

- a. continuing global measurement and research efforts through the WCP, IGBP, and other related international programmes.

b. Assessment functions of a continuing IPCC to support negotiation and administration of a Convention.

c. Development of a Convention on Climate Change for governmental action.

4.2 The UN Conference on Environmental and Development (Brazil 1992) provides a valuable opportunity to relate the above three themes to all the other environment/development issues and objectives being examined by the Conference. It is therefore essential that the three streams should interact effectively with UNCED.

4.3 It is proposed that the sponsoring agencies for the SWCC consider the possibility of holding a Third World Climate Conference at an appropriate time about 2000 AD.

5. Policy Development

5.1 The development of policy regarding climate change requires on the part of policy makers an understanding of the underlying science and a weighing of the scientific uncertainties associated with the prediction of climate change and its likely impacts. An important aspect of future work is therefore a continued dialogue between scientists and policy makers.

5.2 It is essential that all parties to any Convention and related legal instruments should, under its obligations, participate fully in the free exchange and flow of information necessary for the development and technical input of the convention. Such a convention should include a technical annex to provide for:

- International co-operation in research, systematic observation and exchange of related information;
- Adjustments based on up-dates of scientific knowledge;
- Strengthening national scientific and environmental capabilities of developing countries.

ANNEXE II

Seul fait foi le texte du discours tel qu'il a été prononcé

TEXTE DE L'ALLOCUTION D'OUVERTURE DE
MONSIEUR LE CONSEILLER FEDERAL
ARNOLD KOLLER
PRESIDENT DE LA CONFEDERATION SUISSE
FAITE A L'OCCASION DE LA
DEUXIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LE CLIMAT
GENEVE, 6 NOVEMBRE 1990

Ensuite, il s'agit, cette fois au niveau décisionnel, d'intervenir résolument et dans une perspective globale afin d'enrayer les multiples pollutions qui perturbent les équilibres naturels, et de mettre un terme au saccage des ressources naturelles en vue de les préserver pour les générations futures.

Il s'agit enfin, malgré les intérêts parfois divergents et les situations particulières, de jeter les bases d'une nouvelle solidarité internationale, seule capable d'assurer à long terme la recherche de solutions efficaces aux problèmes écologiques globaux.

Ce n'est pas la première fois, il est vrai, que nous traitons d'un problème environnemental à l'échelle de la planète. La Conférence sur la protection de la couche d'ozone, qui s'est tenue à Londres en juin dernier, a déjà illustré notre volonté de mettre en oeuvre des mesures concrètes pour répondre à une menace de portée mondiale. Mais le problème de la couche d'ozone, pour grave qu'il soit, se laisse encore circonscrire assez aisément.

Le problème du changement climatique, que les hommes de science, auxquels je rends ici hommage, ont identifié depuis longtemps, est en effet d'une toute autre portée. Certes, les technologies modernes peuvent et doivent fournir des solutions. Mais les racines du mal sont dans notre comportement même, dans notre vision dominatrice du monde et de la nature, et c'est pourquoi l'avènement de solutions véritables passe obligatoirement par un changement radical de nos sociétés, qui devront apprendre à tenir compte des réalités d'un monde fini et des lois incontournables de la nature. C'est donc tout notre développement qu'il s'agit en somme de redéfinir, et cette conférence, de même que la Déclaration que nous adopterons à l'issue de ces discussions, constituent un premier pas décisif dans ce sens.

l'an 2000 au niveau de 1990, et accordera à cette fin la priorité à des mesures d'économies d'énergie et d'accroissement de l'efficacité sur le plan énergétique.

De plus, le Conseil fédéral a l'intention d'introduire une taxe sur les émissions de gaz carbonique, ce qui devrait contribuer de manière non négligeable à stabiliser la consommation des combustibles et carburants fossiles.

Nos experts étudient en ce moment la faisabilité et les coûts d'une réduction des émissions de gaz carbonique de 20 % d'ici à l'année 2005 et de 50 % d'ici à 2025. Une fois qu'il aura pris connaissance des résultats de ces études, qui sont attendus pour l'été 1991, le Conseil fédéral arrêtera un plan d'action destiné à renforcer les mesures de réduction déjà prises.

Monsieur le Président, bien que la réduction des émissions de gaz carbonique et d'autres gaz à effet de serre soit à nos yeux une mesure d'une importance capitale, elle ne suffira pourtant pas à résoudre à elle seule le problème du réchauffement du globe.

Les pays industrialisés doivent encore renforcer et élargir leur coopération avec les pays en développement. Il s'agit de soutenir leurs efforts dans la lutte contre la pauvreté, la malnutrition et tous les autres facteurs qui sont à l'origine de multiples atteintes à leur base écologique. Il importe à cet égard de mettre à disposition des pays en développement des ressources financières additionnelles afin qu'ils puissent, eux aussi, assumer leur responsabilité en participant à l'effort global qui sera accompli en vue d'enrayer le réchauffement de la planète.

Cet effort implique, notamment, l'utilisation efficace des ressources naturelles et énergétiques et la gestion durable des forêts tropicales. A cette fin, nous, pays industrialisés, nous devons promouvoir le transfert vers les

D'autre part, la Suisse accorde son soutien à l'initiative qu'a prise l'Université de Genève de créer une Académie internationale de l'environnement, destinée à offrir une éducation continue aux décideurs du monde entier en matière d'environnement.

Au niveau national, enfin, mon pays veillera à ce que les programmes scolaires et universitaires se dotent de cours consacrés aux problèmes d'environnement, et notamment à celui du réchauffement de la planète.

Je souhaiterais conclure, Monsieur le Président, en exprimant encore combien la Suisse est honorée d'avoir pu contribuer à l'organisation de cette deuxième Conférence mondiale sur le climat, et à l'ébauche de la déclaration ministérielle qui en sera l'aboutissement. J'aimerais vous assurer de notre volonté de poursuivre cette contribution, notamment dans le cadre de la négociation à venir.

Je voudrais encore féliciter, au nom de mon pays, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation Météorologique mondiale (OMM) pour l'excellent travail qu'ils ont accompli jusqu'à présent et j'exprime ici le souhait que ce travail puisse aboutir à l'adoption d'une convention et de protocoles contraignants lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, que le Brésil accueillera en juin 1992.

Nous sommes maintenant à moins de vingt mois de cette échéance historique où, pour la première fois, des chefs d'Etat du monde entier se réuniront pour mettre en oeuvre ensemble un programme d'action visant à une gestion intelligente de la planète. Je forme le voeu que la présente Conférence permettra de contribuer efficacement à la réalisation de cet événement.

Je vous remercie.

novembre 1990.

DECLARATION MINISTERIELLE
DE LA DEUXIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LE CLIMAT

PREAMBULE

1. Nous, ministres et autres représentants de 137 pays et représentants des Communautés européennes, réunis à Genève les 6 et 7 novembre 1990 à l'occasion de la deuxième Conférence mondiale sur le climat, déclarons ce qui suit :
2. Nous notons que, même s'il a déjà varié dans le passé et même s'il subsiste de nombreuses incertitudes scientifiques, le climat n'a encore jamais évolué à un rythme aussi rapide que le prévoit le Groupe d'experts intergouvernemental pour l'étude du changement climatique (IPCC) pour le siècle prochain. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accumulation, depuis la révolution industrielle, de gaz à effet de serre rejetés dans l'atmosphère par une multitude d'activités humaines, jusqu'ici en particulier dans les pays industrialisés. Ses conséquences éventuelles pourraient constituer pour l'environnement une menace d'une ampleur qu'il est encore impossible de prévoir et compromettre le développement social et économique dans diverses régions. La survie dans certains petits Etats insulaires et dans les zones côtières basses et les zones arides et semi-arides pourrait même être menacée.
3. Nous apprécions le travail accompli durant la dernière décennie au titre du Programme climatologique mondial (PCM), qui a permis de mieux comprendre les causes, les mécanismes et les effets du système climatique et de son évolution. Nous félicitons en outre l'IPCC, établi conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et par l'Organisation météorologique mondiale (OMM), de son premier rapport d'évaluation concernant l'évolution du climat. Le Groupe d'experts a recensé les causes et les effets possibles de cette évolution et a proposé des stratégies de limitation et d'adaptation et défini, en vertu de résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, un certain nombre d'éléments à inclure dans une convention cadre sur l'évolution du climat.
4. Reconnaissant que l'évolution du climat est un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière, nous déclarons avoir l'intention de prendre, à l'échelle planétaire et sans préjudice de la souveraineté des Etats, des mesures énergiques et concrètes pour y faire face et nous nous engageons à le faire.

I. STRATEGIE MONDIALE

5. Reconnaissant que l'évolution du climat pose un problème de dimension planétaire sans précédent, et compte tenu des incertitudes qui subsistent, tant sur le plan scientifique et économique qu'en ce qui concerne les mesures de parade, nous estimons qu'il convient d'arrêter et de mettre en oeuvre sans plus tarder et sans compromettre pour autant le développement durable¹⁾ de tous les pays, une action d'échelle mondiale fondée sur les meilleures connaissances dont on dispose, par exemple celles qui résultent de l'évaluation de l'IPCC. Reconnaissant en outre que toute action de ce type doit obéir au principe de l'équité et à celui d'une responsabilité, partagée par tous les pays bien qu'à des degrés divers, nous pensons que les pays développés doivent montrer l'exemple. Ils doivent tous s'engager à agir, puisque la majeure partie des émissions mondiales leur est imputable, et coopérer davantage avec les pays en développement pour les aider à faire face à l'évolution du climat sans compromettre la réalisation de leurs buts et objectifs de développement. De leur côté, les pays en développement doivent s'engager à prendre des mesures appropriées, dans les limites de leurs possibilités et compte tenu des problèmes liés à leur dette extérieure et à leur situation économique. A cet effet, il conviendra de leur fournir des ressources financières additionnelles en quantité suffisante et d'assurer le transfert rapide, sur une base équitable et aux conditions les plus favorables, des technologies écologiquement viables les meilleures qui soient.

II. ORIENTATIONS D'UN PROGRAMME D'ACTION

6. Nous réaffirmons que, pour réduire les incertitudes, accroître notre aptitude à prévoir l'évolution du climat à l'échelle mondiale et régionale, en identifiant notamment à un stade précoce certains problèmes d'ordre climatique encore inconnus, et concevoir des stratégies de parade scientifiquement fondées, il faut intensifier les travaux de recherche sur le climat, son évolution et l'élévation du niveau de la mer, aux niveaux tant national que régional et international. Nous reconnaissons que l'engagement des gouvernements est fondamental si l'on veut poursuivre et renforcer les programmes de recherche et de surveillance nécessaires et assurer l'échange des données et de l'information correspondantes, compte dûment tenu de la souveraineté des Etats. Nous insistons sur la nécessité de consacrer une attention particulière à l'étude des domaines encore incertains recensés par l'IPCC.

¹⁾ Définition du développement durable, telle qu'elle a été adoptée par le Conseil d'administration du PNUE à sa quinzième session (Annexe II UNEP/GC 15/L.37).

13. Nous prions instamment les pays développés d'analyser, avant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui doit avoir lieu en 1992, la possibilité et les moyens de s'acheminer progressivement, au cours des deux prochaines décennies et au-delà, vers une réduction des émissions de tous les gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal y compris de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde nitreux, et d'établir, comme il conviendra, compte tenu de cette analyse, des programmes, des stratégies et/ou des objectifs quantitatifs à cette fin.
14. Nous recommandons que, s'agissant de l'élaboration de stratégies de parade, l'on en arrive peu à peu à adopter, pour l'ensemble des gaz à effet de serre, des sources et des puits une approche aussi globale que possible, et que l'on étudie aussi des mesures de limitation et d'adaptation.
15. Nous reconnaissons que le soulagement de la misère et le développement socio-économique, sont des objectifs prioritaires pour les pays en développement dont les émissions nettes devront augmenter étant donné que leur consommation d'énergie, encore relativement faible, doit permettre de satisfaire leurs objectifs de développement. Si l'on parvient à combler en partie le fossé qui les sépare des pays développés, les pays en développement pourront devenir des partenaires à part entière des autres pays et seront mieux à même d'aborder les problèmes liés à l'évolution du climat. Pour qu'ils puissent assumer les coûts différentiels afférents aux mesures requises pour faire face à l'évolution du climat et à l'élévation du niveau de la mer sans pour autant compromettre leur développement, nous recommandons que des ressources financières suffisantes et additionnelles soient mises à leur disposition et qu'un transfert de technologies, leur permettant d'acquérir les meilleures techniques écologiquement viables disponibles, soit assuré promptement sur une base équitable et aux conditions les plus favorables. Les pays en développement devraient aussi prendre des mesures à cet effet, dans les limites de leurs possibilités.
16. Il conviendra de prendre en compte les difficultés particulières que les mesures prises pour limiter les émissions de gaz à effet de serre pourraient poser aux pays, ceux en développement en particulier, dont l'économie est fortement tributaire de la production et de l'exportation de combustibles fossiles.
17. Nous recommandons que l'on étudie la nécessité de prévoir des moyens de financement, en instituant notamment le fonds international Banque mondiale/PNUE/PNUD pour l'environnement dont la création a déjà été proposée, en mettant en place un mécanisme de compensation et, peut-être, un nouveau fonds international, de façon à pouvoir fournir en temps voulu aux pays en développement les ressources financières additionnelles et les arrangements institutionnels nécessaires, compte dûment tenu des mécanismes de financement existants, multilatéraux et bilatéraux. Ce financement devrait se rapporter à l'application de la convention cadre sur le climat et des instruments juridiques y afférents qui pourraient être adoptés. Dans l'intervalle, les pays développés

- sont instamment priés de coopérer avec les pays en développement, sans y mettre de nouvelles conditions, en vue d'appuyer des actions immédiates visant à faire face à l'évolution du climat et à l'élévation du niveau de la mer.
18. Nous recommandons en outre que l'on évalue les ressources. Cette évaluation devra être faite dès que possible, comporter des études par pays et examiner l'aptitude des mécanismes à répondre aux besoins financiers que l'on aura établis compte tenu des méthodes élaborées au titre du Protocole de Montréal.
19. Les ressources financières mises à la disposition des pays en développement doivent, notamment, servir :
- i) à promouvoir une utilisation rentable de l'énergie, à mettre au point, dans ce secteur, des techniques produisant moins ou pas du tout de gaz à effet de serre et à favoriser l'emploi, en priorité, de sources d'énergie, nouvelles et renouvelables, qui soient sûres et non polluantes;
 - ii) à organiser promptement, sur une base équitable et aux conditions les plus favorables, un transfert de technologie vers les pays en développement, de façon que ces derniers puissent acquérir rapidement les techniques écologiquement viables les meilleures qui soient;
 - iii) à coopérer avec les pays en développement pour leur permettre de participer pleinement aux rencontres internationales consacrées à l'évolution du climat;
 - iv) à renforcer les réseaux d'observation dans l'atmosphère, sur terre et sur mer, en particulier dans les pays en développement, pour faciliter les activités de recherche, de surveillance et d'évaluation concernant l'évolution du climat et ses incidences pour les pays en question;
 - v) à promouvoir une exploitation forestière rationnelle et l'emploi de techniques agricoles permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre;
 - vi) à renforcer la capacité des pays en développement d'établir des programmes visant à faire face à l'évolution du climat et comportant notamment des activités de recherche-développement et des campagnes de sensibilisation et d'éducation du public.
- Ce financement devrait aussi permettre la création de centres régionaux chargés d'organiser des réseaux d'information sur l'évolution du climat dans les pays en développement.
20. Des instruments économiques bien conçus peuvent constituer un moyen avantageux d'améliorer l'environnement. Le choix de mesures économiques ou réglementaires, quelle que soit leur nature, devra se fonder sur des analyses minutieuses et exhaustives. Nous recommandons que l'on définisse des orientations appropriées qui fassent appel à la fois à des instruments économiques adaptés aux conditions socio-économiques de chaque pays, et à des mesures réglementaires.

III. CONVENTION CADRE SUR L'EVOLUTION DU CLIMAT

28. Nous demandons que la négociation d'une convention cadre sur l'évolution du climat débute aussitôt que l'Assemblée générale des Nations Unies aura recommandé, à sa quarante-cinquième session, les voies, moyens et modalités à suivre. Compte tenu des travaux préparatoires déjà effectués, et en particulier des recommandations adoptées le 26 septembre 1990 par le Groupe de travail spécial, formé de représentants des gouvernements et de groupements économiques régionaux et chargé de préparer la négociation d'une convention cadre sur l'évolution du climat, nous prions instamment tous les pays et groupements économiques régionaux de participer à cette négociation. Nous reconnaissons qu'il serait hautement souhaitable qu'une convention cadre sur l'évolution du climat, faisant état d'obligations et d'engagements effectifs, puisse être signée lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, à Rio de Janeiro, en même temps que les autres instruments juridiques s'y rapportant qui pourraient être adoptés par voie de consensus. Nous nous félicitons de l'offre du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique d'accueillir la première session de négociation.
29. Nous recommandons que la négociation tienne compte des éléments que l'IPCC pourrait avoir élaborés et nous souhaitons que la convention cadre sur l'évolution du climat soit conçue de manière à emporter l'adhésion du plus grand nombre possible de pays, tout en permettant d'agir en temps voulu. Nous reaffirmons notre désir que cette convention fasse état d'engagements effectifs pris par la communauté mondiale. Vu la complexité et les aspects multiples du problème de l'évolution du climat, nous insistons sur la nécessité de trouver des solutions nouvelles et novatrices notamment pour faire face aux besoins particuliers des pays en développement.
30. Nous nous félicitons aussi de l'invitation formulée par la Thaïlande et par l'Italie qui ont proposé d'accueillir des réunions de travail portant respectivement sur l'examen des solutions concernant l'exploitation forestière, et sur toutes les technologies relatives à la production et à l'utilisation de l'énergie et leur transfert vers les pays en développement.
31. Nous estimons qu'un problème aussi complexe que celui que posent l'évolution du climat et l'élévation du niveau de la mer qui pourrait en résulter exige que le public soit bien informé. Nous prions donc instamment les pays de s'employer tout particulièrement à promouvoir, à l'échelon national, et selon les besoins, à l'échelon régional, la participation de tous les secteurs de la population à l'action engagée pour faire face à cette évolution. Nous prions aussi instamment les institutions et les programmes des Nations Unies de diffuser des informations pertinentes pour encourager une participation aussi large que possible.

ANNEXE IV

REPORT OF THE SECOND MEETING OF GOVERNMENT REPRESENTATIVES
TO DRAFT A MINISTERIAL DECLARATION FOR THE SECOND WORLD CLIMATE CONFERENCE
GENEVA, 2-5 NOVEMBER 1990

1. INTRODUCTORY REMARKS

1.1 The second meeting of government representatives to prepare a draft Ministerial Declaration for consideration at the Ministerial portion of the Second World Climate Conference (Geneva, 29 October to 7 November 1990) was held 2-5 November 1990 at the Palais des Nations, Geneva.

1.2 Mr. Zou Jingmeng, Chairman of the Second World Climate Conference, President of the World Meteorological Organization and Co-Chairman of the meeting, in the presence of Professor G.O.P. Obasi, Secretary-General of WMO, and Dr. M.K. Tolba, Executive Director of the United Nations Environment Programme, welcomed delegates and noted that this was a continuation of the meeting held in Geneva, 27-29 September 1990, with the same Officers, Agenda and Organization. Consequently, delegates had before them as their starting point the draft text elaborated at that meeting. As the scientific and technical part of the Second World Climate Conference was continuing, his Co-Chairman, Ambassador I.N. Topkov, President of the Governing Council of the United Nations Environment Programme, would take the chair for most of this meeting for the Ministerial Declaration. Mr. Zou said he would report to the meeting on the morning of Sunday 4 November the outcome of the scientific and technical part of the Second World Climate Conference. Mr. Zou thanked the various authorities responsible for aspects of the meeting and urged government representatives to make this meeting a success in order that the Ministerial Declaration be remembered in history for saving our environment.

2. ORGANIZATION

2.1 Ambassador Topkov took the chair and recalled that government representatives had before them the text they had produced at their September meeting and that they had then set up a Working Group under the Co-Chairmanship of Mexico and Norway. He mentioned that several shorter texts had also been put forward by Norway, USA, Saudi Arabia, and the Latin American and Caribbean countries. He proposed, and it was agreed, that the meeting use its own September text as the basis of its discussions. He recommended that initially the meeting should concentrate on the three main controversial issues:

- the stabilization and reduction of greenhouse gases and targets for energy efficiency,
- funding, and
- technology development and the transfer of technology.

DECLARATION DE LA DELEGATION SUISSE

SESSION MINISTERIELLE DE LA
DEUXIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LE CLIMAT

Genève, 7 novembre 1990

Monsieur le Président,

Le temps nous est compté et la Suisse s'est déjà exprimée par la voix du Président de la Confédération et de notre Président.

J'aimerais dès lors me limiter aux points suivants:

La Suisse considère le projet de Déclaration ministérielle comme nettement insuffisant, fruit d'un compromis regrettable, mais inévitable en raison des grandes divergences qui existent entre nos pays.

A notre avis, le projet de Déclaration ne correspond pas à l'objectif indispensable qui eut été de stabiliser puis de réduire les émissions de gaz carbonique dans tous les pays industrialisés. Ces pays sont responsables des trois-quarts de ces émissions. Toutefois, comme une grande majorité des pays de l'OCDE et des pays participant à la deuxième Conférence ministérielles CE et AELE qui s'est tenue avant-hier à Genève s'est engagé à une stabilisation d'ici à l'an 2000, la Suisse, bien qu'elle se soit fixé cet objectif comme objectif minimal, n'a pas l'intention de s'opposer au texte de la Déclaration tel qu'il nous est présenté.

D'autant plus que le texte de la Déclaration a permis de réaliser un accord sur des problèmes aussi sensibles que l'additionalité des ressources financières et le transfert de technologie. Nous espérons, Monsieur le Président, qu'au cours de la négociation de la Convention sur le climat et de ses protocoles, les éléments de cette Déclaration seront approfondis et élargis dans un esprit de solidarité internationale.

Après vous avoir fait part de ces sentiments mitigés, ainsi que de la ferme intention de la Suisse de se lancer sur la voie concrète que je viens de décrire, je voudrais vous annoncer deux projets que mon pays désire mettre en oeuvre prochainement.

Il s'agit d'une part de la création à Genève, à l'initiative du gouvernement cantonal genevois et avec l'appui de la Confédération, d'une Académie internationale de l'environnement. Cette Académie sera un forum de haut niveau universitaire qui assurera la formation de cadres privés et publics de toute provenance et qui sera un lieu de rencontres Nord/Sud/Est/Ouest qui facilitera une meilleure compréhension des problèmes d'environnement entre décideurs politiques et économiques.

D'autre part, pour répondre au besoin urgent d'information qui se fait sentir sur le plan national, régional et mondial, au moment où la communauté internationale est sur le point de s'engager dans une négociation capitale, la Suisse se propose d'établir un Centre international d'information sur les changements climatiques à Genève. Dans la réalisation de ces deux initiatives, la Suisse espère compter sur le soutien du PNUE et d'autres instances internationales concernées.

Je vous remercie.

ANNEXE VI

SECOND WORLD CLIMATE CONFERENCE
MINISTERIAL SESSION
GENEVA, 6 and 7 November 1990

KIN/SACC/INF. 1

SECOND WORLD CLIMATE CONFERENCE
MINISTERIAL SESSIONS
Geneva, 6-7 November 1990

INF. 1

FIRST DRAFTPROVISIONAL LIST OF PARTICIPANTSPROVISIONAL LIST OF PARTICIPANTSIMPORTANT NOTE:

Delegates are invited to communicate any amendment to the Registration Desk.

GOVERNMENT REPRESENTATIVES

| <u>COUNTRY</u> | <u>NAME/CAPACITY</u> |
|----------------|--|
| AFGHANISTAN | H. TARZI Ministre de l'Aviation civile |
| | M. N. ANAWI Ambassadeur Mission permanente |
| | Z. DAVOON Premier Secrétaire Mission permanente |
| ALGERIA | S. E. A. SEMIOU Ambassadeur, Représentant Permanent de l'Algérie Genève |
| | S. E. A. H. SEMIOU (Ms) Ministre Plénipotentiaire Genève |
| | K. Mostefa KARA KAMEL Membre du Cabinet du Ministre des Transports Alger |
| | R. BOULEAÛROUF Secrétaire des Affaires Etrangères Alger |

(FDNLIST V-1) A-H

- 2 -

ARGENTINA

ILMO D. J. A. LANUS
Ambador, Representante Permanente ante los Organismos Internacionales
Geneve

ILMO D. R. ESTRADA OVUELA
Ministro
Subdirector de Organismos Internacionales
Ministerio de Relaciones exteriores y Culto
Buenos Aires

ILMO D. G. DUFONT
Ministro, Representante Permanente Adjunto ante los Organismos Internacionales
Genebra

S. ALADHO
Director del Servicio Meteorologico Nacional
Buenos Aires

Dr. V. BERCOU
Secretario de Delegada
Mision permanente de Argentina
Genebra

Dr. A. M. BIANCHI
Secretario de Delegada
Direccion General de Organismos Internacionales
Ministerio de relaciones Exteriores y Culto
Buenos Aires

AUSTRALIA

M. E. vs. R. KELLY MP (Mrs.)
Minister for the Arts, Sports, the Environment, Tourism and Territories
Canberra

A. S. BLINN
Secretary
Department of the Arts, Sports, the Environment, Tourism and Territories
Canberra

M. E. R. A. WALKER
Ambassador and Permanent Representative
Permanent Mission of Australia
Geneve

- 3 -

J. ILLMAN
Director
Bureau of Meteorology
Melbourne

J. P. MCCANNY
First Assistant Secretary
International Organizations and Legal Division
Department of Foreign Affairs and Trade
Canberra

M. E. B. JONES
Minister
Energy and Agriculture
Australian Delegation to the OECD
Paris

C. GRIFFITHS
Assistant Secretary
Climate Change and Education Branch
Department of the Arts, Sports, the Environment, Tourism and Territories
Canberra

M. KINDERMANTH
Superintendent
National Climate Centre
Bureau of Meteorology
Melbourne

M. KEYS (Ms)
Private Secretary to the Hon R Kelly MP
Canberra

C. SMITH
Advisor to the Minister of the Environment and Conservation of the Northern Territory
Darwin

P. KISHNA
First Secretary
Australian Permanent Mission
Geneve

P. HEARNS
Environment Section
Department of Foreign Affairs and Trade
Canberra

(FDNLIST V-1) A-H

(FDNLIST V-1) A-H

- 8 -

BULGARIA

H.E. A. ALEXANDROV
Minister of Environment
Sofia

M. IVANOV
Minister Plenipotentiary
Ministry of Foreign Affairs
Sofia

S. PANCIKOV
Bulgarian Academy of Sciences

P. GOSDANOV
Chargé d'affaires
Permanent Mission of Bulgaria
Geneva

BURKINA FASO

S.E. M. DIELEONNE BONANET
Ministre de l'Environnement
et du Tourisme
Ouagadougou

H. KOUADIO
Chef de Service
Etudes et Coordination
Ouagadougou

B.S. ZARSONRE
Direction de la météorologie
Ouagadougou

BURUNDI

S.E. M. B. SINDARARAYE
Ministre de l'Aménagement du Tourisme
et de l'Environnement
Bujumbura

M. L. NDORDWAHA
Directeur Général de l'Institut Géographique
du Burundi (IGEBU)
Bujumbura

CAMEROON

S.E. F.X. NGOLEYU
Ambassadeur
Permanent Mission of Cameroon to the
United Nations
Geneva

E. DOKO-ETOUAN
Director of National Meteorology
Ministry of Public Works and Transport
Yaoundé

(FINLIST V-1) A-H

- 9 -

E.B. TUTAMAH
Sub-Director for the Environment
Ministry of Planning and Territorial
Development

W. EXAMBE
Second Counsellor
Permanent Mission of Cameroon
Geneva

CANADA

H.E. R. R. de COTRET
Minister of Environment

E. DODDSEWELL (Ms)
Assistant Deputy Minister
Atmospheric Environment Service Canada

M. CLELAND
Director-General
Energy Policy and International
Relations Branch
Energy Mines and Resources Canada

B. HERRMAN
Deputy Director
Energy and Environment Division
External Affairs and International Trade
Canada, Ottawa

A. CAMPBELL, O.C.
Special Advisor on International Affairs to
the Minister of the Environment

The Honourable C. CACCIA M.P.
House of Commons
Ottawa

P. MARTIN M.P.
Liberal Environment Critic
House of Commons
Ottawa

J. FULTON, M.P.
New Democratic Party Environment Critic
House of Commons
Ottawa

P. JESSUP
Friends of the Earth
Ottawa

(FINLIST V-1) A-H

- 10 -

D. BRUOBT
Director of Safety
Health and Environment
Canadian Petroleum Association

D. K. DAVSON
Director General
Canadian Climate Centre
Atmospheric Environment Service
Environment Canada, Hull

J. M. R. STONE
Advisor, Response Strategies Division
Atmospheric Environment Service
Hull

J. C. SLOAN
Counsellor
Permanent Mission of Canada, Geneva

D. MACDONALD-MCGEE
Director, Communications
Atmospheric Environment Service

R. STREET
Advisor, International Affairs
Atmospheric Environment Service
Environment Canada

H. J. PRISTANSKI
Chief of Staff to the Minister of
Environment

T. COLLINS
Communications Advisor to the Minister
of Environment

CHILE

P. FIGUEROA-EDWARDS (Mrs.)
Subsecretaria (Vice-ministro) de Bienes
Nacionales

Ministro Consejero S. MONSALVE
Subdirector de Política Especial
Ministerio de Relaciones Exteriores
Santiago

H.E. R. TOGIC
Embajador
Representante Permanente
Delegación Permanente de Chile
Ginebra

(FINLIST V-1) A-H

- 11 -

Coronel G. PALACIOS
Director de Meteorología
Dirección de Meteorología de Chile

J. ACLAÑA
Consejero
Delegación Permanente de Chile
Ginebra

M. MUÑOZ
Meteorólogo
Dirección de Meteorología de Chile

CHINA

SONG Jian
State Counsellor, State Council
of the People's Republic of China
State Science and Technology Commission
Beijing

ZOU Jingrong
Administrator of the State Meteorological
Administration of the People's Republic of
China
Beijing

LIU YUMEI
Deputy Minister
Energy Ministry of the People's
Republic of China

QU Geping
Administrator of the National Environmental
Protection Agency
Beijing

H.E. Fan GUOXIANG
Ambassador and Permanent Representative of
the People's Republic of China to the
United Nations
Geneva

LIU Jibin
Deputy Administrator, State Meteorological
Administration of the People's Republic of
China
Beijing

(FINLIST V-1) A-H

- 20 -

P. DEJACQUE
Premier secrétaire
Mission permanente de la France
Genève

J. de SOUSA
Premier secrétaire
Mission permanente de la France
Genève

A. REKOUT
Conseil adjoint
Mission permanente de la France
Genève

GAMBIA
H.E. S.K. TOURAY

M. SAHER
Director
Department of Water Resources
Banjul

GERMANY
H.E. K. TOPFER
Federal Minister for the Environment
Nature Conservation and Nuclear Safety
Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Bonn

H.E. F. DANNBERG
Ambassador
Permanent Mission of Germany
Geneva

J.-B. KENNIGEN
Director General
Federal Ministry for Research & Technology
Bonn

A. VOGEL
Director
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation & Nuclear Safety
Bonn

E. VERMANN
Director
Federal Ministry of Food,
Agriculture and Forestry

(FINLIST V-1) A-H

- 21 -

M. HECKER
First Counsellor
Permanent mission of Germany
Geneva

D. KUPFER
Head of Division
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation & Nuclear Safety

M. PALM
Head of Division
Federal Ministry of Transport

M. BREJCH-HORITZ (Ms)
Assistant Head of Division
Federal Ministry of Transport

B. BEHME-DOTHE (Ms)
Assistant Head of Division
Federal Ministry for Research & Technology

J. WOLKE (Ms)
First Secretary
Permanent Mission of Germany

T. KAMMANN
Second Secretary
Permanent Mission of Germany
Geneva

E. TIDLIVE
Federal Ministry of Economics

J. WENDHORN
Federal Ministry of Finance

T. JURGSZIK
Federal Ministry of Economics

A. ZIEGLER
Foreign Office

GHANA
H.E. K.A. AMO-COTTFRIED
Ambassador, Permanent Representative
Ghana Permanent Mission
Geneva

(FINLIST V-1) A-H

- 22 -

K. A. TENGBOANG
Ghana Permanent mission
Geneva

GREECE
H.E. E. P. KIPKINOS
Ambassador
Permanent mission of Greece
Geneva

I. KINOS
First Counsellor
Permanent mission of Greece
Geneva

G. KARDASSIS
Director
Ministry of Environment, Regional Planning
and Public Works

M. VASSILOPOULOS
Counsellor
Permanent Delegation of Greece to the E.E.C.
Brussels

C. IACOVU
First Secretary
Permanent mission of Greece
Geneva

P. ZINIS
Ministry of Environment, Regional Planning
and Public Works

GUATEMALA
E. VELASQUEZ VAQUEZ
Director del Instituto de Sismología
Volcanología, Meteorología e Hidrología
Guatemala

C. RODRIGUEZ-FANJALSER
Ministro Consejero

GUINEA
F. LIMBYN FALL
Premier Conseiller
Ambassade de Guinée
Paris

N. T. DIALLO
Directeur de la Météorologie
Conakry

(FINLIST V-1) A-H

- 23 -

HONDURAS
M. A. MATUTE
Vice Ministro de Comunicaciones y Transporte

H.E. J.E. MEJIA UCLIS
Representante Permanente de Honduras
Ginebra

HUNGARY
L. TARJAN (Ms)
Secretary of State
Ministry of Environment and Regional Policy
Budapest

M. F. BOGNER
Chargé d'affaires a.i.
Permanent Mission of Hungary
Geneva

J. ZANONYI
Chief Ministerial Counsellor
Head of International Department
Ministry for Environment & Regional Policy
Budapest

E. NYEL
Vice-President
Hungarian Meteorological Service
Budapest

O. STAROSOLSZKY
Deputy Director
Research Centre for Water Resources
Development

(FINLIST V-1) A-H

- 24 -

ICELAND

H.E. J. SOUMES
Minister for Environment

G.C. SORRAM
Professor
University of Iceland
Rekjavik

P. BENEDICSSON
Director
Iceland Meteorological Office

S.E. Kjartan JOHANNESSEN
Ambassador, Permanent Representative to
International Organizations in Geneva

K.F. ARNASON
Deputy Permanent Representative to
International Organizations in Geneva

S.H. JOHANNESSEN
First Secretary

INDIA

S.M. KULSRESTHA
Director General of Meteorology

S.K. MADHAVA SARMA
Additional Secretary
Ministry of Environment and Forests
New Delhi

S.A. SUBBAJAH
Counsellor
Permanent Mission of India to UN
Offices in Geneva

D.G. MADHMA (Ms.)
First Secretary
Permanent Mission of India

INDONESIA

H.E. E. SALIM
State Minister for Population & Environment

S.E. W. LOEIS
Ambassador & Permanent Representative
Permanent mission of Indonesia in Geneva

A. SUDANCI
Assistant to the Minister for Population
and the Environment

- 25 -

M.S. KISWADI
Special Advisor to the State Minister for
Population and Environment

C. A. RASUUN
Special Advisor
Department of Agriculture

KARYOTO
Head of the Meteorological
Geophysical Agency
Department of Communications
JAKARTA

N. H. WIRAJUDA
Counsellor
Permanent Mission of the Republic of
Indonesia in Geneva

A. Ny. GENTING
Official
Center for Research and Development
Department of Forestry

C. H. MUGAN
Official
Agency for the Assessment and Application
of Technology

H. I. JAYA
Third Secretary
Permanent Mission of the Republic of
Indonesia in Geneva

ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN

A. ASGARI
Iranian Met. Organization
Tehran

IRELAND

N. CALLAN
Assistant Secretary
Department of the Environment
Dublin

H.E. J. LILLIS
Permanent Representative of Ireland
Permanent mission of Ireland in Geneva

J. CALLAN
Principal Officer
Department of the Environment
Dublin

(Finlist V-1) 1-0

- 26 -

M. FLYNN
Deputy Permanent Representative
Permanent mission of Ireland in Geneva

T. COLLINS
Special Adviser to the Minister of State
Department of the Environment
Dublin

R. DEMPSEY

J. O'BRIEN
Department of the Environment,
Dublin

A. MCGUINNESS (Ms.)
Department of the Environment
Dublin

C. O'FLAHERTY (Ms.)
First Secretary
Permanent Mission of Ireland in Geneva

A. KINCH
Private Secretary to the Minister of State
at the Department of the Environment
Dublin

ISRAEL

H. E. Itzhak LIOR

E. DORON

A. KURIM

ITALY

H.E. G. RUFFOLO
Ministre de l'Environnement

G. CASSINI
Conseiller diplomatique
Ministère de l'environnement

G. DI LORENZO BADIA
Ambasciatore
Rappresentante Permanente de l'Italie

A. BALDONI
Rappresentante permanente adjoint
Mission de l'Italie

- 27 -

F. FANTAUZZO
Chef du Service Météorologique National
Rome

G. D'ALESSANDRO
Secrétaire particulier
Ministère de l'Environnement

G. PINCHERA
Ingénieur - E.N.E.A

P. SIRPI
Premier Secrétaire
Mission de l'Italie

O. SPINELLI
Attaché de Presse
Ministère de l'Environnement

A. SPERANZA
Université de Bologna

JAMAICA

J. BLAKE
Director, Meteorological Service
Kingston

JAPAN

H. E. T. YASUHARA
Vice-Minister
Environment Agency

R. TATEHARA
Director-General, Japan Meteorological
Agency
Tokyo

S. OKAMATSU
Director General
Industrial Location and Environment
Protection Bureau
Ministry of International Trade and Industry

T. NAKAMURA
Director-General
Transport Policy Bureau
Ministry of Transport

Y. IWEDA
Deputy Director-General
United Nations Bureau
Ministry of Foreign Affairs

(Finlist V-1) 1-0

(Finlist V-1) 1-0

- 32 -

H. HAMDAN
Premier Secrétaire
Mission permanente de la République
Libanaise à Genève

LESOTHO
H.E. A. L. JANE
Minister of Water, Energy & Mining

A. MOGAASE
Deputy Principal Secretary
Ministry of Water, Energy & Mining

B.T. SENOBI
Head, Lesotho Meteorological Services
Maseru

LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA
T.A. BARCAN
Director
Meteorological Department
Tripoli

I. A.A. OMAR
Minister Plenipotentiary
Permanent mission of Libyan Arab
Jamahiriya in Geneva

LIECHTENSTEIN
S.E. M. H. WILLE
Vice-chef de Gouvernement
Ministre pour l'environnement

F. NACHER
Directeur de l'Office des Forêts

G. WÄNCHER
Expert
Amt für Volkswirtschaft

LUXEMBOURG
H.E. A. BOORY
Ministre de l'aménagement du territoire et
de l'environnement
Luxembourg

C. FRANCK
Conseiller de direction adjoint
Ministère de l'Aménagement du Territoire et
de l'Environnement
Luxembourg

(Finlist V-1) 1-0

- 33 -

R. KIJICIN
Chef du service administratif de la
météorologie et de l'hydrologie de
l'Administration des services techniques
Luxembourg

MALAWI
J.L. KALIMERA
Secretary for Transport & Communications

B. K. MINCA
Chief Meteorologist

F.S.S. JIRE
Parliamentary Draftsman
Ministry of Justice
Lilongwe

MALAYSIA
H.E. LAW HING DINH
Minister of Science, Technology and
Environment

KENG HEW KOOI
Deputy Secretary-General
Ministry of Science
Technology and Environment

P. MARGANAM
Director-General
Meteorological Service Department

MUTALIB SHAFIE
Deputy Director
Industrial Development Division
Ministry of International Trade and Industry

HASSAH HAREN (Ms.)
Deputy Director-General
Department of Environment

NIX ADRIAN NIX ABULLAH
Assistant Secretary
Ministry of Primary Industries

ROHANA RAMLI (Ms.)
Assistant Secretary
Ministry of Foreign Affairs

FAZILLAH DATO' KAMARUDDIN (Ms.)
Federal Counsel
Attorney-General's Chambers

(Finlist V-1) 1-0

- 34 -

F. WONG KUNG MING
Official
Ministry of Science, Technology and
Environment

MALDIVES
SLEHA DEVI (Ms.)
Second Secretary

H.E. I. SHAFIEU
Minister of Tourism

A. MAJED
Director of Meteorology

H. SIDHAB
Director of Environmental Affairs
Ministry of Planning & Environment

MALTA
H.E. C. VELLA
Ambassador & Permanent Representative
of Malta to the United Nations Office
Permanent Mission of Malta in Geneva

H.E. D. ATTARD
Ambassador
Ministry of Foreign Affairs
MALTA

MAURITIUS
R. VAQUITE
Assistant Director
Meteorological Services

MEXICO
S. REYES-LUZAN

MONGOLIA
B. MYACHURJIV
First Deputy Minister for Nature &
Environment, Protection of Mongolia
Ulan Bator

L. NATSAGDORJ
Institute for Climate Research

MOROCCO
S.E. M. H. KABBAT
Ministre des travaux publics de la formation
professionnelle et de la formation des
cadres

S.E. El G. BENAIMA
Ambassadeur
Représentant permanent du Royaume du Maroc
à Genève

(Finlist V-1) 1-0

- 35 -

A. BENSARI
Directeur de la météorologie nationale
Rabat

M. JELALI
Directeur de la recherche
et de la planification de l'eau

A. AGUMI
Directeur de recherche à l'école Hassania
des Travaux Publics

S. BENARFA
Chef de la division du développement
et de la recherche à la direction de la
météorologie nationale

A. BENMOUJID
Premier secrétaire
Mission permanente du Maroc à Genève

A. ZEPKHALI
Ingénieur d'Etat
Direction de l'Urbanisme et de
l'Aménagement du territoire et
de l'Environnement

MOZAMBIQUE
R. LOUSA
Vice Minister of Transport & Communications

S. FERREIRA
Director
National Institute of Meteorology
Maputo

NEPAL
W.J. DAVIS

B.K. PRADHAN
Acting Secretary
Ministry of Water Resources

S.P. ADHINARY
Director-General, Department of Hydrology
and Meteorology
Kathmandu

G.B. SWAN
Chargé d'Affaires
Permanent Mission of Nepal in Geneva

(Finlist V-1) 1-0

-40-

PAKISTAN
 M.Y. MIAN
 Acting Permanent Representative
 Permanent Mission of Pakistan
 Geneva

S. YOUNIS
 Permanent Mission of Pakistan
 Geneva

M.A. MIAN
 Second Secretary
 Permanent Mission of Pakistan
 Geneva

F.M.Q. MALIK
 Director-General
 Pakistan Meteorological Department

PANAMA
 S.E. O. VILASQUEZ
 Embajador
 Representante Permanente
 Geneva

C. CORDANEDO (Ms)
 Asesora, Departamento de Hidrometeorología
 Instituto de Recursos Hidráulicos y
 Electrificación

L. C. VALJARDO (Ms)
 Segunda Consejera

PARAGUAY
 L. VON HORAK
 Ministerio de Defensa Nacional
 Asuncion

W. CASTRO WRIEDE
 Director
 Servicio Nacional de Meteorología
 e Hidrología
 Ministerio de Defensa Nacional
 Asuncion

PERU
 J. STEIGLICH BERNHON
 Ministro
 Representante Permanente del Peru
 Geneva

A. M. LOPEZ
 Jefe, Servicio Nacional de Meteorología e
 Hidrología (SDAMH)
 Lima

(FINLIST V-1) P-2

-41-

M. LOPEZ GUAVARRI
 Tercer Secretario
 Mission du Pérou
 Geneva

PHILIPPINES
 H.E. C. L. JOYDGOO
 Secretary of Science and Technology
 Department of Science and Technology
 Metro Manila

H.E. N. L. ESCALER (Ms)
 Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
 of the Philippines
 Geneva

H.E. H. K. VILLANFOEL
 Ambassador
 Deputy Chief of Mission
 Geneva

L. B. GATAN
 Second Secretary
 Philippine Mission

B. CASTRO-MULLER (Ms)
 Third Secretary
 Philippine Mission

R. L. KINTANAR
 Director of Philippine Atmospheric,
 Geophysical & Astronomical Services (PAGASA)
 Quezon City

POLAND
 H.E. B. KAMINSKI
 Minister of Environmental Protection
 National Resources and Forestry (MSZRAF)

J. ZIELINSKI
 Director of the Institute of Meteorology
 & Water Management
 Warsaw

S. PRZYGOCCKI
 Mission permanente de Pologne
 Geneva

M. SADOWSKI
 Institute of Meteorology & Water Management
 Warsaw

(FINLIST V-1) P-2

-42-

D. GRABOWSKI
 Premier Secrétaire
 Mission permanente de Pologne

PORTUGAL
 S.E. Prof. F. RIAL
 Ministre de l'environnement

A. AGUIAR PINHEI
 Directeur-général de la qualité de
 l'environnement
 Lisbonne

L. CRISTINA DE BARROS
 Représentant permanent-adjoint
 Mission permanente du Portugal
 Genève

C. FAJCAO DE CAMPOS (Ms)
 Conseiller
 Cabinet du Ministre de l'environnement
 Ministère de l'Environnement
 Lisbonne

E. AGUILES DE OLIVEIRA
 Conseiller économique
 Mission permanente du Portugal
 Genève

C. VAZ MINES (Ms)
 Chef de Division
 Direction-générale de la qualité de
 l'environnement
 Lisbonne

J. CASIMIRO MENDES
 Chef de division climatologie
 Institut national de météorologie et
 géophysique (INMG)

QATAR
 H.E. S.R. AL-KHAWRI
 Ambassador, Permanent Representative of
 the State of Qatar to the United Nations
 Geneva

I. H. AL-MATID
 Director of Meteorological Department
 Ministry of Communication & Transport
 Doha

A. G. BASHI
 Permanent Mission of the State of Qatar
 Geneva

(FINLIST V-1) P-2

-43-

REPUBLIC OF KOREA
 H.E. CHANG OOK LEE
 Ambassador
 Permanent Observer to the United Nations
 Office and Permanent Representative to
 International Organizations in Geneva

Y. D. PARK
 Administrator
 Korea Meteorological Service

K. H. CHANG
 Director, Alternative Energy Division
 Ministry of Energy & Resources

C. H. KIM
 Second Secretary
 Permanent Mission, Geneva

H.M. OJO
 Senior Research Meteorologist
 Korea Meteorological Service

I. C. LEE
 Head, Fossil Fuel Laboratory
 Korea Institute of Energy & Resources

ROMANIA
 H.E. V. E. POP
 Minister of Environment

I. BRAGHICI
 Director of the Institute of Meteorology
 and Hydrology
 Bucharest

G. ISNIDE
 Premier Secrétaire
 Mission permanente de la Roumanie à Genève
 Genève

A. NICULESCU
 Permanent Mission of Romania
 Geneva

SAUDI ARABIA
 J.C. KOURANDEA
 Directeur
 Service météorologique
 Ministère des Transports et
 des Communications
 Jeddah

(FINLIST V-1) P-2

-48-

A. QANI AL NAIM
Permanent Mission
Geneva

A. GUBARTALLA
Permanent Mission
Geneva

SWAZILAND
Prince MQABA

M.C. DLAMINI
Johannesburg

SWEDEN
S.E. B. DAHL (Ms)
Minister of the Environment
Stockholm

S.E. B. KJELLIN
Ambassador
Ministry for Foreign Affairs

S. BOBIN
Assistant Under-Secretary
Ministry of the Environment
Sigtuna

S. ISBERGER
Head of Section
Ministry of the Environment

L. MIRON (Ms)
Second Secretary
Permanent mission of Sweden
Geneva

L. TILLSTRÖM
Information Officer
Ministry of Environment

SWITZERLAND
F. COTTI
Conseiller fédéral

B. BOBELIN
Directeur de l'Office fédéral de
l'environnement, des forêts et du paysage,
DFI/OFED

A. CLEJEC
Chargé de mission du Conseil fédéral

(FINLIST V-1) P-2

-49-

S.E. F. STÄBELIN
Ambassadeur
Directeur de la Direction de la coopération
au développement et de l'aide humanitaire
DFAE/DA

S.E. B. DE RIEMATTEN
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire auprès des organisations
internationales
Genève

W. SOMID
Expert
Ambassade de Suisse
Rome

H. R. LUTHI
Conseiller scientifique
DFCE/OFEN

P. MORAND FRANCIS (Ms)
Collaboratrice scientifique
DFEP/OFAGE

C. PAULETTO
Collaborateur scientifique
DFEP/OFAGE

A. BLOISEL (Ms)
dorm

U. MORGENTHAUER (Ms)
WAF Switzerland
Zurich

M. BRISTLEIN

(FINLIST V-1) P-2

-50-

SYRIAN ARAB REPUBLIC
H.E. A. H. MONAJED
Minister of State for Environmental Affairs

THAILAND
K. PONSUITE
Deputy Director General
Meteorological Department
Ministry of Transport and Communications

H.E. Tej BUNSG
Ambassador
Permanent Representative of Thailand
Permanent Mission
Geneva

A. SIVAPONGK
Secretary General
Office of the National Environment Board
Ministry of Science, Technology and Energy
Bangkok

V. MAVICAK
Director
Hazardous Substances and Chemicals
Control Division
Department of Industrial Works
Ministry of Industry
Bangkok

CHAWTAJITRA (Ms)
Acting Chief of Hydrology Sector
National Energy Administration,
Investigation Energy Division
Hydrology Section
Ministry of Science, Technology and Energy
Bangkok

S. SURIVANONGSE
First Secretary
Permanent Mission of Thailand, Geneva
Geneva

Y. MANOCHAYAKORN
Office of Permanent Secretary
Ministry of Transport and Communications
Bangkok

(FINLIST V-1) P-2

-51-

TOGO
K. DOGO

A. A. HEWARE
Directeur général de la météorologie
nationale,
Lomé

Yodjo Ahlin Baki BYLL
Chef de la Division de bioclimatologie à la
Direction de la Météorologie nationale
Lomé

TONGA
N. FITTA
Ministry of Lands and Survey and Natural
Resources
Nuku'alofa

TRINIDAD AND TOBAGO
H.E. L. MYERS
Minister of the Environment and National
Service

L. HELLGREN
Research Officer
Institute of Marine Affairs

E. BERTSFORD HEDRY
Weather Forecaster
Ministry of Works, Infrastructure and
Decentralisation (Meteorological Division)

A. CHOPPER (Ms)
Caribbean Community Secretariat
Advisor

D. HEDRY (Ms)
Second Secretary
Permanent mission of the Republic of
Trinidad and Tobago
Geneva

TUNISIA
S.E. S. LYAGOUBI-OUAKHIM (Ms)
Ambassadeur, Représentant permanent de la
Tunisie
Mission permanente de la Tunisie
Genève

H. ZACOUË
Représentant permanent adjoint
Mission permanente de la Tunisie
Geneva

(FINLIST V-1) P-2

-56-

J. M. JAMES
Global Atmosphere Division
Department of the Environment
London

R. BRIGIT
Director of Information
Department of Environment
London

G.W. HENITT
Deputy Permanent Representative
United Kingdom Mission
Geneva

A. COOPER
Press Secretary
UK Mission Geneva

E.C. ROSSON (Ms)
First Secretary
United Kingdom Mission
Geneva

H. FROERING (Ms)
Third Secretary
United Kingdom Mission
Geneva

M. MASSLY
Environment Unit
Department of Trade and Industry
London

D. GOSDEN
Deputy Secretary
Department of the Environment
London

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

R. M. MINDA
Deputy Principal Secretary
Ministry of Communications and Works

P.A. MWINJIRA
Head, Directorate of Meteorology

W. MASILINGI
Head of Legal Section
National Environment Management Council

(FINLIST V-1) P-2

-57-

UNITED STATES OF AMERICA

D. T. MESA
Directorate of Meteorology
Dar Es Salaam

H.E. J. WALES
Under Secretary for Oceans and Atmosphere
Department of Commerce

R.A. REINSTEIN
Deputy Assistant Secretary for
Environment, Health & Natural Resources
Bureau of Oceans & International Environment
& Scientific Affairs
US Department of State
Washington D.C.

H.E. Morris B. ADAM
Ambassador
United States Permanent Representative
to the European Office of the UN and
other International Organizations
Geneva

H.E. J. EASTON
Assistant Secretary of Energy
International Affairs and Energy
Emergencies
US Department of Energy
Washington

C. L. DAMSON (Ms)
Policy Planning Staff
Office of the Secretary
Department of State

E.W. FRIDAY, Jr.
Assistant Administrator for Weather
Services
National Oceanic and Atmospheric
Administration
Department of Commerce

N.G. MAYNARD (Ms)
Assistant Director for Environment
Executive Office of the President
Office of Science & Technology Policy
Washington

R.D. MERGENTHEIM
Director, Office of Policy Analysis
Environmental Protection Agency
Washington

(FINLIST V-1) P-2

-58-

D.A. REISFINDER
Director, Office of Global Change
Bureau of Oceans & International Environment
& Scientific Affairs
Department of State
Washington

J.A. SPRADLEY
Counselor to the Undersecretary
for Oceans and Atmosphere
Department of Commerce

A.D. HEDDT
Deputy Assistant Administrator for
International Activities
Environmental Protection Agency

R.T. WATSON
Acting Associate Director for Earth
Processes
National Aeronautics and Space
Administration

G.R. EVANS
Special Assistant for Global Change
Department of Agriculture

J.H. ELKIND
Council of Environmental Quality
Executive Office of the President

E.W. BIRLEY
Director
Division of Atmospheric Sciences
National Science Foundation
Washington

R.H. BOATRIGHT
Director
Office of Public Affairs
Department of Commerce

R.W. BRADLEY
Office of Environmental Analysis
US Department of Energy
Washington

M. YING
Chief International Weather Service
Department of Commerce

(FINLIST V-1) P-2

-59-

J. WEISS
Office of the Geographer
Bureau of Intelligence and Research
Department of State

S. McCARTAN ANDROSS
Staff Consultant
Committee on Foreign Affairs
House of Representatives

Ch.O. MOORE

K.A. MCGINITY

N.M. CURRAN

G. CARTWRIGHT

D.B. FINNEGAN

R.W. MEIRIDE

C. REEDENGAAL

M. STYLES

S.E. R. LAGO
Ministro de Vivienda, Ordenamiento
Territorial y Medio Ambiente

I. RODRIGUEZ

H.E. N.E. NATAPEI
Minister of Public Works, Communications
Transport, Civil Aviation, Tourism &
Meteorology

W.M. LONGMORRIS
Director
Vanuatu Meteorological Service
Port Vila

E. C. FINOL
Ministro del Ambiente y Recursos Naturales
Renovables
CARACAS

(FINLIST V-1) P-2

-64-

UNITED NATIONS ENVIRONMENT
PROGRAMME (UNEP)

I. TOKOV
President of UNEP

M.K. TOIBA
Under-Secretary General
Executive Director

M. UPPDERINK
Director,
Regional Office for Europe

P. USER
Senior Programme Officer

I. KEMMEL-BALEKA (Ms)
Senior Programme Officer

T. DIAMANTIDIS
Deputy Director
Regional Office for Europe

S. TEMELCHA
Senior Programme Officer IPCC

M. GRUB

A. SPINA

T. S. VALERIAN

S. CALAL

J. SINCLAIR

C.C. WILLEN

Y. AHMAD

FOOD AND AGRICULTURE
ORGANIZATION (FAO)

E. SACHA
Director General

P.H. MAJLER
Assistant Director-General for Environment
and Sustainable Development

K. KILLINGSWORTH (Ms)
Director
Office for Interagency Affairs

D. MORSE
Senior Policy and Planning Coordinator
Agriculture Department

(FINLIST/Organizations)

-65-

FAO (contd)

UNITED NATIONS EDUCATIONAL
SCIENTIFIC AND CULTURAL
ORGANIZATION (UNESCO)INTERGOVERNMENTAL OCEANOGRAPHIC
COMMISSION (UNESCO/IOC)INTERNATIONAL COUNCIL OF
SCIENTIFIC UNIONS (ICSU)SECOND WORLD CLIMATE
CONFERENCE Secretariat

A. PURCELL
Senior Liaison Office
FAO Office Geneva

S. JOHNSON

F. MAYOR
Director General

G. GLASER
Deputy Co-ordinator for Environment

Y. MOORBBEY

G.E.B. KULLENBERG
Secretary

J.C.I. DOOGE
President Elect.

J. W. M. La RIVIERE
Secretary-General

J. MARTIN-LEFEVRE (Ms)
Executive Secretary

M. HASSAN

N. VAN LOOKEREN CAMPAGNE

G.M. MURBAN

H. FERGUSON
Co-ordinator

J. JOYCE (Ms)
Assistant Co-ordinator

A. ALISA
UNEP Consultant

J. PERRY

J. MAUNDER

S. VARNLEY (Ms)

(FINLIST/Organizations)

-66-

UNITED NATIONS

CREAKINGS

J. MARTENSEN
Director-General
United Nations Office Geneva

M. J. STOFFORD

C. PEDERSEN

S. KIMELNITSKI
External Relations Office
Office of the Director-General
United Nations Office Geneva

UNITED NATIONS CENTRE ON
TRANSNATIONAL CORPORATIONS

L. MARCILLIES

UNITED NATIONS CONFERENCE
ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT
(UNCED)

M. STROG
Secretary-General

J. PASZTOR

M. N. HILN

M. DAVIDSON

M. BANJA

D. SITIK

K. MATSUSUTA

L. ASSUNCAO

UNITED NATIONS CONFERENCE ON
TRADE AND DEVELOPMENT (UNCTAD)

R. LAWRENCE

A. BERMAN

S. SAFRONOV

C. COFFING

UNITED NATIONS DEVELOPMENT
PROGRAMME (UNDP)

A. AJELLO

T. DEBRUVE

(FINLIST/Organizations)

-67-

UNITED NATIONS INSTITUTE
FOR TRAINING AND RESEARCH
(UNITAR)

N. AZIMI (Ms)

S. UNDAVAYAR

ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE
(ECE)

I. GRATSKI

C. LOPEZ-POLO

Mr. B. CHEN

UNITED NATIONS DISASTER RELIEF
CO-ORDINATOR (UNDRP)

S. SOLOVATINE

SPECIALIZED AGENCIES AND RELATED ORGANIZATIONS

INTERNATIONAL LABOUR
ORGANISATION (ILO)

L.R. KOHLER

WORLD HEALTH ORGANIZATION
(WHO)

G. OZOLINS

E. LIESBERG

WORLD BANK

J. BANETH

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION
UNION (ITU)

J. FRANCIS

UNITED NATIONS INDUSTRIAL
DEVELOPMENT ORGANIZATION
(UNIDO)

E. MULLICK

INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY
AGENCY (IAEA)

M.R. SRINIVASAN

M. OPELZ (Ms)

INTERNATIONAL ORGANIZATION
FOR STANDARDIZATION (ISO)

G.R. GLOB

(FINLIST/Organizations)

-72-

| | |
|--|------------------------------|
| UNION OF CONCERNED SCIENTISTS | A. MEYER |
| URANIUM INSTITUTE | M. TAYLOR |
| WOODS HOLE RESEARCH CENTER | K. RAMAKRISHNA |
| WORLD COUNCIL OF CHURCHES (WCC) | L. VISCHER |
| WORLD COAL INSTITUTE | N. WILLIAMS |
| WORLD FEDERATION OF UNITED NATIONS ASSOCIATIONS | F. M. DOODS |
| WORLD WILDLIFE FUND (WWF) | A. HARRISMAN T. ROBERTSON |

(FINLIST/Organizations)

Liste des destinataires

- DFI Office fédéral de l'éducation et de la science,
attn. M. Pierre Berlincourt
- Office fédéral de la santé
- Institut suisse de météorologie, attn. M. André Junod, Directeur
- DFAE Direction de la coopération au développement et de l'aide
humanitaire, attn. M. Fritz Staehelin, Directeur
- Direction des organisations internationales,
attn. M. Thomas Litscher
- DFF Administration fédérale des finances, attn. M. Eric Toriel
- DFJP Office fédéral de la police, attn. M. Anton Bühler
- DFEP Office fédéral des affaires économiques extérieures,
attn. MM. Christian Pauletto et Jean-Jacques Henchoz
- Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail,
attn. M. Peter Keller
- Office fédéral de l'agriculture, attn. M. Walter Siegfried
- DFTCE Office fédéral de l'énergie, attn. M. Hans-Luzius Schmid, vice-
directeur et M. Hans Rudolf Lüthi
- Office fédéral de l'économie des eaux,
attn. M. Alexander Lässker, Directeur
- Organisation météorologique mondiale, secrétariat SWCC, M. Alain Clerc
- Mission suisse près les organisations internationales
- Ambassade de Suisse à Rome, attn. M. Wilhelm Schmid
- Programme climatologique suisse, ProClim, M. Martin Beniston, Directeur
- Physikal. Institut der Universität Bern, Prof. Hans Oeschger
- Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, attn. M. Ch. Juen
- Alussuisse-Lonza, attn. M. M. Brüstlein
- WWF-Schweiz/Suisse, Mme Ursula Morgenthaler et M. Philippe Roch
- Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas, Mme Anne Bichsel
- Interne: Bö, PD, BW, HW, Mil, Vd, Em, DJ, Re, BS, RV, FS